

Premier semestre 2020 Les stigmates de la COVID-19

Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre : 786,0 millions d'euros
Croissance organique du semestre : (13,5)%

Paris, 22 juillet 2020 – Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires d'Ipsos est établi à 786 millions d'euros, en baisse de 13% par comparaison avec la même période de l'année dernière ; cette baisse se décompose en une croissance organique de -13,5%, des effets de périmètre de +0,6% et des effets de change de -0,1%.

Après un premier trimestre quasi stable, le deuxième trimestre est très fortement impacté par la pandémie de COVID-19. D'avril à juin 2020, le chiffre d'affaires d'Ipsos est de 357 millions d'euros, soit 25,8% de moins qu'en 2019. A taux de change et périmètre équivalents la baisse est de 25,3% après élimination d'effets de périmètre positifs pour 0,6% et d'effets de change négatifs pour 0,9%.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR RÉGION

En millions d'euros	S1 2020	Contribution 2020 / 2019	Croissance organique 2020/2019	Rappel T1 2020 Croissance organique
EMEA	359,1	46%	(9,5%)	0,5%
Amériques	288,6	37%	(15,5%)	4,6%
Asie-Pacifique	138,3	18%	(19%)	(10,5%)
Chiffre d'affaires semestriel	786,0	100%	(13,5%)	0%

L'activité décroît dans les trois grandes régions dont Ipsos suit, de façon habituelle, l'évolution.

L'Asie Pacifique enregistre la décroissance semestrielle la plus forte. Elle était déjà fortement impactée dès le début de l'année, à la différence des régions Europe, Moyen-Orient, Afrique (EMEA) et Amériques qui avaient, elles, enregistré – en dépit d'un mois de mars déjà difficile – un minimum de croissance au premier trimestre.

Par exception aux évolutions constatées ces dernières années, le poids des marchés émergents s'est affaibli au cours de ce semestre. La perte de chiffre d'affaires y est de 23% à comparer à une baisse d'activité de 10% dans le monde développé. Ipsos qui, depuis de nombreuses années, s'est renforcé dans les pays en développement n'y réalise plus que 27% de son chiffre d'affaires au lieu de 31% en 2019 et de 1/3 lors des exercices précédents. Les grandes entreprises internationales se sont géographiquement recentrées sur leurs marchés d'origine et, en même temps, les autorités publiques des pays en développement disposent de moins de ressources que leurs *alter ego* des zones

les plus prospères. Les écarts entre pays développés et moins développés s'étaient réduits ces vingt dernières années, y compris du point de vue des dépenses en études de marché et d'opinion par habitant. Ils se sont à nouveau creusés ces derniers mois au risque de rendre plus complexe la gestion de la période qui succédera à la crise sanitaire.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR AUDIENCE

En millions d'euros	S1 2020	Contribution	Croissance organique	Rappel T1 2020 Croissance organique
Consommateurs ¹	335,6	43%	(19%)	(1,5)%
Clients et salariés ²	183,2	23%	(21%)	(5)%
Citoyens ³	141,6	18%	11,5%	10%
Médecins et patients ⁴	125,6	16%	(5,5%)	3,5%
Chiffre d'affaires semestriel	786,0	100%	(13,5%)	0%

Répartition des Lignes de Services par segment d'audience : l'analyse de la répartition du chiffre d'affaires par segment d'audience est une donnée extra-financière, susceptible d'évoluer dans le temps en fonction de l'évolution de l'organisation des équipes d'Ipsos.

1- Brand Health Tracking, Clinics & Mobility Labs, Creative Excellence, Innovation, Ipsos UU, Ipsos MMA, Market Strategy & Understanding, Observer (hors secteur public), Social Intelligence Analytics

2- Automotive & Mobility Dev, Audience Measurement, Customer Experience, Channel Performance (including Retail Performance and Mystery Shopping), Media development

3- Public Affairs, Corporate Reputation

4- Pharma (quantitative et qualitative)

Les performances par audience sont très contrastées. Les secteurs de la consommation sont devenus très prudents dès le déclenchement des confinements en Europe puis dans les Amériques du nord et du sud au mois de mars.

Les investigations auprès de leurs propres clients, souvent conduites pour le compte des entreprises des secteurs de services, ont également fortement diminué.

Sans surprise, l'activité d'Ipsos est restée soutenue et, dans certains marchés, très forte dès lors qu'il s'agit de s'intéresser aux patients et aux citoyens.

La pandémie est d'abord gérée par les autorités publiques en charge de la définition et du fonctionnement des politiques sanitaires. Ipsos est engagé dans l'exécution de nombreux contrats, dont les objets sont variés. Certains s'attachent à mettre en place des systèmes destinés à mesurer le niveau de prévalence de l'épidémie ; d'autres recherches sont destinées à mieux comprendre les opinions, les craintes et les espoirs de populations touchées ou encore à évaluer leurs perceptions des dispositifs qui ont déjà été mis en place ou qui sont susceptibles de l'être. Ces projets sont parfois conduits dans un pays donné. Ils peuvent aussi concerner des ensembles régionaux - en Afrique ou en Amérique Latine par exemple - et faire alors l'objet de financements publics et privés via des organisations non gouvernementales et des fondations.

D'une certaine façon, la variabilité des performances d'Ipsos par audience met en exergue l'un de ses atouts à un moment où chaque entreprise doit manifester une grande résilience.

Si au deuxième trimestre les entreprises commerciales ont été moins actives, à l'exception de sociétés pharmaceutiques ou liées aux secteurs de la santé, les organisations publiques et institutions ont, elles, accru leur recours à des sources fiables, capables de produire vite de grandes quantités d'informations.

PERFORMANCE FINANCIERE

Compte de résultat résumé

En millions d'euros	H1 2020	H1 2019	Variation H1 2020 / H1 2019	Rappel 31 déc. 2019
Chiffre d'affaires	786,0	903,4	(13,0%)	2 003,3
Marge brute	512,0	583,0	(12,2%)	1 288,5
Marge brute / CA	65,1%	64,5 %		64,3%
Marge opérationnelle	25,0	49,3	(49,2%)	198,7
Marge opérationnelle / CA	3,2%	5,5 %		9,9%
Autres produits et charges non courants / récurrents	(7,1)	(4,0)		(16,4)
Charges de financement	(11,6)	(13,1)		(26,6)
Impôts	0,2	(6,6)		(36,9)
Résultat net, part du Groupe	1,3	18,7		104,8
Résultat net ajusté*, part du Groupe	12,8	29,4	(56,5%)	129,5

*Le résultat net ajusté est calculé avant (i) les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), (ii) avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), (iii) l'impact net d'impôts des autres charges et produits non courants, (iv) impacts non monétaires sur variations de puts en autres charges et produits financiers et (v) avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays

Postes du compte de résultat

Au total, **la marge opérationnelle** du Groupe est en baisse d'environ 230 points de base par rapport à la même période de l'an dernier, compte-tenu de la chute soudaine d'activité intervenue à compter de la mi-mars. Cette brutalité ne nous a pas permis de réduire nos coûts dans les mêmes proportions au premier semestre car ils sont en partie fixes et étaient proportionnés à la croissance prévue jusque-là pour l'année 2020.

Il est rappelé par ailleurs que le marché des études est caractérisé traditionnellement par une forte saisonnalité et une activité accrue au deuxième semestre, au fur et à mesure de la réalisation des contrats. Ainsi, le chiffre d'affaires reconnu durant le premier semestre représente normalement en moyenne sur les dernières années environ 45% du chiffre d'affaires de l'exercice (à périmètre et taux de change constants). En revanche, du côté des charges opérationnelles, la reconnaissance des coûts au compte de résultat est plutôt linéaire, tout au long de l'année.

Pour ces raisons, la marge opérationnelle dégagée au premier semestre n'est en rien prédictive de la marge opérationnelle qui sera réalisée sur l'ensemble d'une année.

La marge brute (qui se calcule en retranchant du chiffre d'affaires des coûts directs variables et externes liés à l'exécution des contrats) s'établit à 65,1 % contre 64,5 % au premier semestre 2019. La hausse du ratio de marge brute est à relier à un mix plus favorable des modes de collecte de données compte tenu de l'arrêt de certains terrains d'enquête en face à face durant la période de confinement, remplacés dans certains cas par des enquêtes en ligne à plus haute marge brute. Sur le semestre, les enquêtes en ligne représentent 61% de l'activité contre 55% en 2019.

En ce qui concerne les coûts d'exploitation, **la masse salariale brute** est en baisse de 3,2%, sous les effets combinés d'une diminution des effectifs et de différents mécanismes de réduction de salaire.

Les effectifs permanents sont de 17 730 personnes à fin juin contre 18 448 à fin décembre 2019, soit une baisse de 3,9% qui s'est produite sur le deuxième trimestre après la mise en place du gel des recrutements et remplacements.

Les mécanismes de réduction de salaire (simple réductions volontaires et temporaires de salaire consenties par un certains nombres de salariés, comprises entre 10% et 20% pour les cadres dirigeants ; réduction des heures travaillées ; congés sans solde ; ...) ont, eux, représenté des économies d'environ 10 millions d'euros entre la mi-mars et la fin juin.

Ipsos a aussi pu bénéficier de systèmes de chômage partiel mis en place par les états dans certains pays (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Corée du Sud, Croatie, Espagne, France, Hong-Kong, Malaisie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Serbie, Singapour, Suède, Suisse et Turquie). Ces subventions reçues ont été classées dans le poste « Autres charges et produits opérationnels » et représentent 17,5 millions d'euros sur le semestre. **La masse salariale nette des subventions gouvernementales** est en baisse de 7,3%.

Le coût **des rémunérations variables en action** est en légère baisse à 3,4 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les frais généraux sont contrôlés et diminuent au total d'environ 15 millions d'euros (soit

-14,5%), grâce à la limitation d'un certain nombre de postes de dépenses discrétionnaires et, notamment, avec l'arrêt des voyages (pour 8 millions d'euros) et des économies en relation avec l'utilisation des bureaux (pour 3,5 millions d'euros).

La marge opérationnelle s'établit à 25,0 millions d'euros, soit un taux de 3,2% rapporté au chiffre d'affaires contre 5,5% au premier semestre 2019.

En dessous de la marge opérationnelle, **les dotations aux amortissements des incorporels** liés aux acquisitions concernent la partie des écarts d'acquisition affectée aux relations clients au cours des 12 mois suivant la date d'acquisition et faisaient l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 2,7 millions d'euros contre 2,8 millions précédemment.

Le solde du poste **autres charges et produits non courants et non récurrents** s'établit à -7,1 millions d'euros contre -4,0 millions d'euros l'an dernier. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel ou non liés à l'exploitation.

Au premier semestre 2019, les charges incluaient des coûts d'acquisition pour 2,0 millions d'euros ainsi que des coûts liés aux plans de restructuration pour 7,9 millions d'euros reliés à la fin de la mise en œuvre du programme TUP et à l'intégration de GfK Research.

Au premier semestre 2020, les charges incluent des frais d'acquisition pour 0,6 millions d'euros en relation avec les opérations Maritz Mystery Shopping et Askia réalisées fin janvier et, surtout, des coûts de réorganisation et de rationalisation pour 11,3 millions d'euros, en augmentation par rapport au premier semestre 2019 en raison de la nécessité d'ajuster dans certains pays les effectifs avec le niveau réel d'activité.

Du côté des produits, ce poste enregistre principalement un produit net de 5,0 millions d'euros lié à la décision d'activer depuis janvier 2018 les coûts internes de développement (ce produit net était de 6,4 millions d'euros au premier semestre 2019).

Les charges de financement. La charge d'intérêts nette s'élève à 11,6 millions d'euros contre 13,1 millions d'euros, en raison d'une baisse de l'endettement financier en relation avec une bonne génération de trésorerie.

Impôts. Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en norme IFRS s'établit à 25,4 % contre 26,0 % l'année passée. Il intègre une charge d'impôts différés passifs de 0,5 millions d'euros qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées (et qui est par conséquent retraitée dans le résultat net ajusté).

Le Résultat net, part du Groupe, s'établit à 1,3 millions d'euros contre 18,7 millions au premier semestre de 2019.

Le Résultat net ajusté, part du Groupe, qui est l'indicateur pertinent et constant utilisé pour la mesure de la performance, s'établit à 12,8 millions d'euros contre 29,4 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de 56,5 %.

Structure financière

Flux de trésorerie. La capacité d'autofinancement s'établit à 58,7 millions d'euros contre 86,7 millions au premier semestre 2019, une baisse en ligne avec la baisse du résultat opérationnel.

En revanche, la génération de trésorerie libre d'exploitation, à 161 millions d'euros, a atteint un record. Elle a été en ligne avec les prévisions pour le premier trimestre mais a été particulièrement élevée au deuxième trimestre, en raison du bon niveau des ventes à la fin de l'année 2019 et en début 2020, qui se sont matérialisées en encaissements sur le semestre. Cela s'est combiné à la baisse de l'activité après la mi-mars, qui s'est accompagnée d'une baisse du poste clients au 30 juin 2020.

Le besoin en fonds de roulement connaît donc une variation positive de 167,3 millions d'euros au premier semestre 2020, alors qu'habituellement, lorsque l'activité est en croissance, le poste clients augmente, générant un investissement dans le BFR, comme cela a été le cas au 30 juin 2019 (variation négative du BFR de 14,1 millions d'euros).

Les investissements courants en immobilisations corporelles et incorporelles sont principalement constitués d'investissements informatiques et se sont élevés à 20,4 millions d'euros au premier semestre contre 21,2 millions sur la même période de l'année dernière.

En ce qui concerne les investissements non courants, Ipsos a investi environ 15,4 millions d'euros, en procédant notamment à deux acquisitions au cours du premier trimestre : Maritz Mystery Shopping et Askia. Ces deux sociétés sont intégrées dans les comptes consolidés à compter du 1er février 2020.

Les capitaux propres s'établissent à 1 055 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 1 122 millions publiés au 31 décembre 2019.

Les dettes financières nettes s'élèvent à 441,0 millions d'euros en baisse par rapport au 31 décembre 2019 (574,6 millions d'euros). Le ratio d'endettement net diminue à 41,8% contre 51,5% au 31 décembre 2019 et 59,1% au 30 juin 2019.

Position de liquidité. La trésorerie en fin d'année s'établit à un niveau record de 306,9 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 165,4 millions d'euros au 31 décembre 2019, assurant une bonne position de liquidité à Ipsos. Le groupe dispose par ailleurs de plus de 400 millions d'euros de lignes de crédit disponibles, lui permettant de faire face à ses échéances de dette de 2020 et 2021.

Enfin, il est rappelé que l'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 28 mai 2020, a approuvée une distribution **de dividendes de 45 centimes par action** au titre de l'exercice 2019, qui a été mise en paiement le 3 juillet 2020 pour 19,8 millions d'euros. Cette distribution a été réduite de moitié par rapport aux 89 centimes par action initialement envisagés en février 2020.

PERSPECTIVES 2020 ET AU-DELA

La situation épidémique n'a pas vraiment évolué depuis plusieurs semaines. Il est donc toujours difficile d'estimer ce que pourrait être un échéancier de sortie de crise.

Le plus raisonnable, et sans doute le plus vraisemblable, est de considérer que toutes les activités seront contraintes tant que nous ne disposerons ni de traitement ni de vaccin.

Le plus souhaitable est ainsi d'espérer que les pouvoirs publics n'aient pas à décider d'imposer de nouveau des confinements totaux comme ceux que la plupart des pays ont mis en place ces derniers mois. Les activités des clients d'Ipsos et donc d'Ipsos lui-même furent lourdement affectées par les confinements. A la mi-mars, les confinements déjà en place en Chine, dans d'autres pays d'Asie et en Italie sont devenus la règle partout ailleurs. Certes, les formes n'étaient pas identiques. Par exemple en Europe, les règles furent plus rigides en Espagne où l'armée a été mobilisée qu'en Allemagne. Toutefois, les conséquences furent identiques. Les économies se sont arrêtées, Ipsos a vu son carnet de commandes s'affaiblir au fil des mois de mars (-40%), d'avril (-60%). En mai, la chute a été moins brutale (-28%), même si les annulations et les réductions de commandes existantes sont restées à un niveau plus élevé qu'envisagé, reportant ainsi la période du retour à une activité plus satisfaisante.

Comme nous l'avons déjà indiqué, Ipsos est pénalisé par la combinaison de trois facteurs : les niveaux d'activité de ses clients, les incertitudes sur ce que sera le monde de demain – juste après la levée du confinement et celui d'après-demain lorsque nous sortirons (enfin !) de la crise sanitaire – et, troisièmement, les obstacles techniques et légaux qui rendent impossible l'exécution de certains contrats en face à face nécessitant de multiples contacts physiques entre des personnes. Réunir des consommateurs pour les faire réagir ensemble et de façon dynamique à telle ou telle situation du marché est presque impossible. Aller au domicile de consommateurs pour observer leurs comportements ou leur faire tester tel ou tel produit n'est pas envisageable...

Pourtant, malgré ces contraintes, dont certaines subsistent, l'activité d'Ipsos se situe – depuis quelques semaines – à un meilleur niveau. Le volume d'annulations et de reports décroît et le flux de commandes nouvelles se renforce.

Les facteurs négatifs cités plus hauts sont toujours en place, mais pèsent moins ou peuvent être surmontés. D'abord, les clients d'Ipsos – entreprise grandes ou moyennes ou institutions – doivent, au risque de disparaître, travailler, évoluer, prendre des initiatives, s'adapter à de nouveaux environnements. Pour cela, même si leurs moyens sont limités, ils doivent disposer d'informations récentes et de qualité. Ensuite, ces mêmes clients voient leurs consommateurs et clients sortir, au moins dans certaines régions, du confinement total dans lequel ils étaient plongés. Chaque entreprise, quels que soient son secteur d'activité et sa zone d'implantation, doit savoir s'adapter, agir avec rapidité et, si possible, pertinence. Les incertitudes qui ont joué au printemps contre le recours aux services d'Ipsos et de ses concurrents deviennent des raisons d'acquiescer des données de marché.

Enfin, les équipes d'Ipsos ont beaucoup travaillé depuis le début de la crise sanitaire : leurs efforts se sont concentrés sur deux impératifs : d'un côté développer de nouvelles approches scientifiques et technologiques pour rendre les protocoles d'intervention compatibles avec le maintien des mesures barrières telles que le port du masque ou le



COMMUNIQUE DE PRESSE

respect de la distanciation. D'un autre côté, elles ont su multiplier les interventions sous forme de webinars et d'autres publications, poursuivre un dialogue constructif avec leurs clients. Beaucoup de sociétés dans le secteur des services professionnels ont conduit des démarches équivalentes.

Nous pensons qu'en utilisant pleinement les ressources d'une entreprise telle qu'Ipsos implantée dans le monde entier, conduisant 70 000 projets différents chaque année et employant 18 000 professionnels, nous avons pu être utiles à nos interlocuteurs et marquer notre différence. La récente nomination d'Ipsos, choisi par le GRIT report, comme l'entreprise d'études de marché la plus innovante au monde et, ce, pour la deuxième année consécutive en porte témoignage.

Tout cela mis bout à bout permet d'enregistrer des résultats encourageants : après trois mois de fort déclin, le carnet de commandes d'Ipsos est légèrement positif au mois de juin, en partie en raison de l'enregistrement de nouveaux contrats publics liés à l'épidémie COVID-19; en cumul à fin juin, il est stabilisé aux alentours de -10%.

Au-delà, les incertitudes restent importantes et rendent impossible une prévision précise du niveau d'activités qu'Ipsos enregistrera d'ici la fin de l'année.

Grâce au travail fourni par ses équipes, à la digitalisation accrue de ses systèmes de production, d'analyse et de communication de ses informations, à sa connaissance des marchés et de ses clients, Ipsos compte bien, en dépit des incertitudes, connaître un second semestre 2020 meilleur que le premier, tant du côté de ses ventes et de son chiffre d'affaires que du côté de ses marges.

Annexes

- Compte de résultat consolidé
- État de la situation financière
- État des flux de trésorerie consolidés

Une plaquette des comptes semestriels est disponible sur notre site [ipsos.com](https://www.ipsos.com) et une présentation de nos résultats sera retransmise en direct jeudi 23 juillet à 8h30. Vous pourrez la suivre en vous rendant sur [notre site](#). Si vous souhaitez poser des questions, une conférence téléphonique sera ouverte: pour y participer, composez l'un des numéros de téléphone ci-dessous

France: +33 (0) 1 70 99 47 40

États-Unis: +1212999 6659

Royaume-Uni: +44 (0) 20 3003 2666

Code de confirmation : "Ipsos résultats semestriels"

Contacts:



COMMUNIQUE DE PRESSE

À PROPOS D'IPSOS

Ipsos est le troisième institut de sondage au monde, présent dans 90 marchés et comptant plus de 18 000 collaborateurs.

Nos chercheurs, analystes et scientifiques sont passionnément curieux et ont développé des capacités multi-spécialistes qui permettent de fournir des informations et des analyses poussées sur les actions, les opinions et les motivations des citoyens, des consommateurs, des patients, des clients et des employés. Nos 75 solutions s'appuient sur des données primaires provenant de nos enquêtes, de notre suivi des réseaux sociaux et de techniques qualitatives ou observationnelles.

Notre signature « Game Changers » résume bien notre ambition d'aider nos 5 000 clients à évoluer avec confiance dans un monde en rapide évolution.

Créé en France en 1975, Ipsos est coté à l'Euronext Paris depuis le 1^{er} juillet 1999. L'entreprise fait partie des indices SPF 120 et Mid-60 et est éligible au service de règlement différé (SRD).

ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP
www.ipsos.com

Compte de résultat consolidé Comptes semestriels au 30 juin 2020

en milliers d'euros	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Chiffre d'affaires	785 993	903 359	2 003 255
Coûts directs	(273 947)	(320 380)	(714 791)
Marge brute	512 045	582 978	1 288 464
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(409 917)	(423 587)	(862 948)
Charges de personnel - rémunération en actions *	(3 397)	(3 672)	(6 924)
Charges générales d'exploitation	(91 324)	(106 776)	(218 902)
Autres charges et produits opérationnels	17 642	336	(995)
Marge opérationnelle	25 049	49 279	198 696
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions *	(2 715)	(2 830)	(5 160)
Autres charges et produits non courants	(7 085)	(4 003)	(16 381)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(378)	(356)	(615)
Résultat opérationnel	14 872	42 090	176 539
Charges de financement	(11 582)	(13 116)	(26 637)
Autres charges et produits financiers *	(3 908)	(3 686)	(7 328)
Résultat net avant impôts	(618)	25 288	142 574
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	621	(5 411)	(34 539)
Impôts différés sur amortissement du goodwill *	(464)	(1 164)	(2 339)
Impôt sur les résultats	157	(6 575)	(36 878)
Résultat net	(461)	18 714	105 695
Dont part du Groupe	1 276	18 744	104 785
Dont part des participations ne conférant pas le contrôle	(1 737)	(30)	910
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	0.03	0.43	2.39
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	0.03	0.42	2,32
Résultat net ajusté *	11 208	29 714	130 719
Dont Part du Groupe	12 776	29 370	129 519
Dont Part des participations ne conférant pas le contrôle	(1 568)	345	1 200
Résultat net ajusté, part du groupe par action	0.29	0.67	2.95
Résultat net ajusté dilué, part du groupe par action	0.28	0.66	2.87

* ajusté des éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), des impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et de l'impact net d'impôts des autres produits et charges non courants et impacts non monétaires sur variations de puts en autres charges et produits financiers.

État de la situation financière Comptes semestriels au 30 juin 2020

en milliers d'euros	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
ACTIF			
Goodwills	1 300 932	1 304 470	1 322 906
Droit d'utilisation de l'actif	141 614	158 623	152 646
Autres immobilisations incorporelles	90 256	86 212	89 076
Immobilisations corporelles	35 977	37 302	39 753
Participation dans les entreprises associées	1 788	2 712	1 114
Autres actifs financiers non courants	46 200	45 697	44 766
Impôts différés actifs	36 630	26 885	25 300
Actifs non courants	1 653 398	1 661 903	1 675 561
Clients et comptes rattachés	292 116	352 168	518 697
Actifs sur contrats	169 936	253 007	203 094
Impôts courants	15 450	22 951	14 833
Autres actifs courants	98 624	92 899	92 846
Instruments financiers dérivés	368	-	(1 094)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	306 885	145 263	165 436
Actifs courants	883 380	866 287	993 812
TOTAL ACTIF	2 536 778	2 528 190	2 669 372
en milliers d'euros	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
PASSIF			
Capital	11 109	11 109	11 109
Primes d'émission	515 873	516 038	516 000
Actions propres	(10 342)	(13 340)	(12 382)
Ecart de conversion	(136 277)	(109 088)	(96 352)
Autres réserves	655 715	580 469	580 314
Résultat net – part du groupe	1 276	18 744	104 785
Capitaux propres - part du Groupe	1 037 354	1 003 932	1 103 475
Participations ne conférant pas le contrôle	18 278	18 237	19 247
Capitaux propres	1 055 631	1 022 169	1 122 722
Emprunts et autres passifs financiers non courants	562 388	731 835	561 490
Dettes non courantes sur contrats de location	122 311	140 140	133 112
Provisions non courantes	783	3 820	762
Provisions pour retraites	34 102	30 803	33 058
Impôts différés passifs	70 384	70 417	72 196
Autres passifs non courants	21 233	15 204	14 980
Passifs non courants	811 201	992 219	815 599
Fournisseurs et comptes rattachés	232 973	254 620	300 681
Emprunts et autres passifs financiers courants	185 851	17 913	181 229
Dettes courantes sur contrats de location	39 977	41 473	41 971
Impôts courants	9 456	4 078	16 273
Provisions courantes	7 553	3 606	9 025
Passifs sur contrats	36 317	27 990	34 594
Autres passifs courants	157 819	164 121	147 278
Passifs courants	669 946	513 802	731 051
TOTAL PASSIF	2 536 778	2 528 190	2 669 372

État des flux de trésorerie consolidés Comptes semestriels au 30 juin 2020

en milliers d'euros	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	(461)	18 714	105 695
Éléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	39 930	36 467	75 199
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	378	356	636
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs	121	(19)	323
Variation nette des provisions	525	1 833	5 889
Rémunération en actions	3 269	3 424	6 604
Autres produits et charges calculés	538	1 666	1 028
Frais d'acquisition de sociétés consolidées	615	2 002	2 383
Charge de financement	13 892	15 716	31 750
Charge d'impôt	(157)	6 575	36 878
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT	58 651	86 734	266 386
Variation du besoin en fonds de roulement	167 318	(14 098)	(52 676)
Impôts payés	(13 823)	(21 896)	(35 854)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	212 146	50 740	177 855
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(20 401)	(21 185)	(43 232)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	22	58	81
Augmentation / (diminution) d'immobilisations financières	(62)	2 960	3 187
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées nettes de trésorerie acquise	(12 462)	(3 987)	(5 435)
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(32 902)	(22 154)	(45 400)
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation / (Réduction) de capital	-	-	-
(Achats) / Ventes nets d'actions propres	1 781	304	1 324
Augmentation des emprunts à long terme	-	27	62
Diminution des emprunts à long terme	(79)	(22)	(5 160)
Augmentation des emprunts à long terme à des sociétés associées	(2 904)	(12 391)	(12 284)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires	(851)	(555)	(1 467)
Remboursement net des dettes locatives	(21 147)	(19 359)	(40 231)
Intérêts financiers nets payés	(6 388)	(7 594)	(25 367)
Intérêts nets payés sur obligations locatives	(2 369)	(1 958)	(4 508)
Rachats de participations ne conférant pas le contrôle	(147)	(10 836)	(10 935)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(38 649)
Dividendes versés aux participations ne conférant pas le contrôle des sociétés intégrées	-	-	-
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(32 103)	(52 383)	(137 215)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	147 141	(23 797)	(4 760)
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie	(5 691)	1 225	2 362
TRESORERIE A L'OUVERTURE	165 436	167 834	167 834
TRESORERIE A LA CLOTURE	306 885	145 263	165 436